

# Les Investisseurs **Suisses** Dans le Système **ICE**

**Note de Recherche**  
**Avril 2026**



**BREAKFREE**  
*Suisse*

# En Résumé

## Les investisseurs suisses dans le système ICE

Cette Note de Recherche s'appuie sur des données publiques, sur des sources officielles, des rapports d'organisations spécialisées dans le suivi des atteintes aux droits humains, et sur le fruit de plusieurs enquêtes journalistiques menées par des médias de référence.

### Palantir, Geo Group, CoreCivic, AT&T, CACI International

#### ICE adossé à cinq firmes états-uniennes côtées

La machine à déportation des migrant·e·s et à neutralisation des opposant·e·s politiques qu'est aujourd'hui ICE s'appuie sur l'action d'entreprises privé·e·s cotées en bourse dont Palantir, AT&T, Geo Group, CoreCivic et CACI International.

### UBS, la BNS, la Banque Cantonale de Zurich,...

#### Des investisseurs suisses de premier plan

Un groupe d'investisseurs suisses incluant UBS, la BNS, la Banque Cantonale de Zurich, Zurich Insurance, Swiss Life, Pictet, Lombard Odier, la banque Julius Baer, la banque Raiffeisen et la Banque Cantonale Vaudoise possèdent des parts dans tout ou partie de ces firmes.

### UBS détient 4,37 milliards milliards La BNS 1,8 milliard cumulés

#### Les plus grands volumes observés

UBS détient quelques 4,37 milliards dans Palantir, AT&T, Geo Group, CoreCivic et CACI International. La BNS totalise un investissement d'1,62 milliard dans le même groupe d'entreprises (à l'exception de CoreCivic).

### Plusieurs lignes rouges outrepassées

#### Quid des intérêts du peuple suisse ?

L'analyse montre que les investisseurs concernés violent leurs propres règles en matière de respect des droits humains. Tirant profit des prestataires de ICE, elles se rendent en partie complices des abus mais aussi de la mise en chaos qu'elles alimentent aux dépens des intérêts du peuple suisse.



# Les Investisseurs Suisses dans le Système ICE

## Table des Matières

En Résumé	<b>02</b>
Partenariats Public-Privé	<b>04</b>
Une chaîne de soutien de la surveillance et de la déportation	<b>05</b>
Prestataires clefs	<b>06</b>
Objectifs	<b>07</b>
Investisseurs suisses	<b>08</b>
Tableau d'investissement	<b>10</b>
Analyses et Conclusion	<b>11-13</b>



Les photographies illustrant ce document sont tirées de bases en accès libre alimentées par les services de communication de l'administration fédérale états-unienne

# Partenariats Publics/Privés

Depuis plus d'un an, le retour au pouvoir de Donald Trump a enclenché un basculement politique majeur aux États-Unis et dans le reste du monde. Il prend la forme d'une « mise en chaos » illibérale conjuguant, à très grande échelle, l'action d'acteurs publics et privés, locaux, nationaux et transnationaux.

Parvenant à prendre de vitesse et à sidérer les principaux contrepouvoirs démocratiques, allouant des crédits gigantesques au déploiement de l'appareil sécuritaire, et déchainant les forces de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) dotée d'équipements militarisés, le gouvernement fédéral états-unien déploie une politique visant à la plus grande déportation de migrant-e-s de l'histoire des États-Unis combinée à la neutralisation de celles et ceux que le président situe comme des « ennemis de l'intérieur ».

L'agence ICE exécute sa mission en articulation avec un groupe d'entreprises présentées comme « alliées et atouts ». Elles contribuent à ses objectifs tout en engrangeant au fil des contrats publics des sommes considérables, dont une partie se retrouve reinjectée sur les comptes des officiels et des campagnes MAGA.

Comme l'indique le [Rapport mondial annuel 2026 de Human Rights Watch](#) :

« Le recours par [l'administration Trump] à des boucs émissaires parmi les minorités raciales et ethniques, le déploiement des forces de la Garde nationale sous des prétextes fallacieux, les actes de représailles répétés contre des ennemis politiques perçus comme tels et d'anciens responsables désormais critiques à son égard, ainsi que les tentatives d'accroître les pouvoirs coercitifs de l'exécutif et de neutraliser les contrepouvoirs démocratiques, témoignent d'une dérive autoritaire marquée des États-Unis.

Certains États et localités ont pris des mesures positives pour résister aux abus et soutenir les droits humains, mais ces efforts ont été insignifiants par rapport à l'offensive menée par le gouvernement fédéral contre les droits.

« Depuis son entrée en fonctions en janvier, la nouvelle administration Trump a imposé de vastes politiques anti-immigrés. Elle a recouru au profilage racial dans l'application des lois sur l'immigration, limité les demandes d'asile motivées par des violences conjugales et cherché à empêcher les nouveaux demandeurs de déposer un dossier, au mépris du droit américain et du droit international.

L'administration a arrêté et expulsé sommairement un nombre croissant de personnes migrantes ou immigrées, principalement de couleur de peau noire ou brune, violant ainsi leurs droits à une procédure régulière et suscitant un climat de peur.

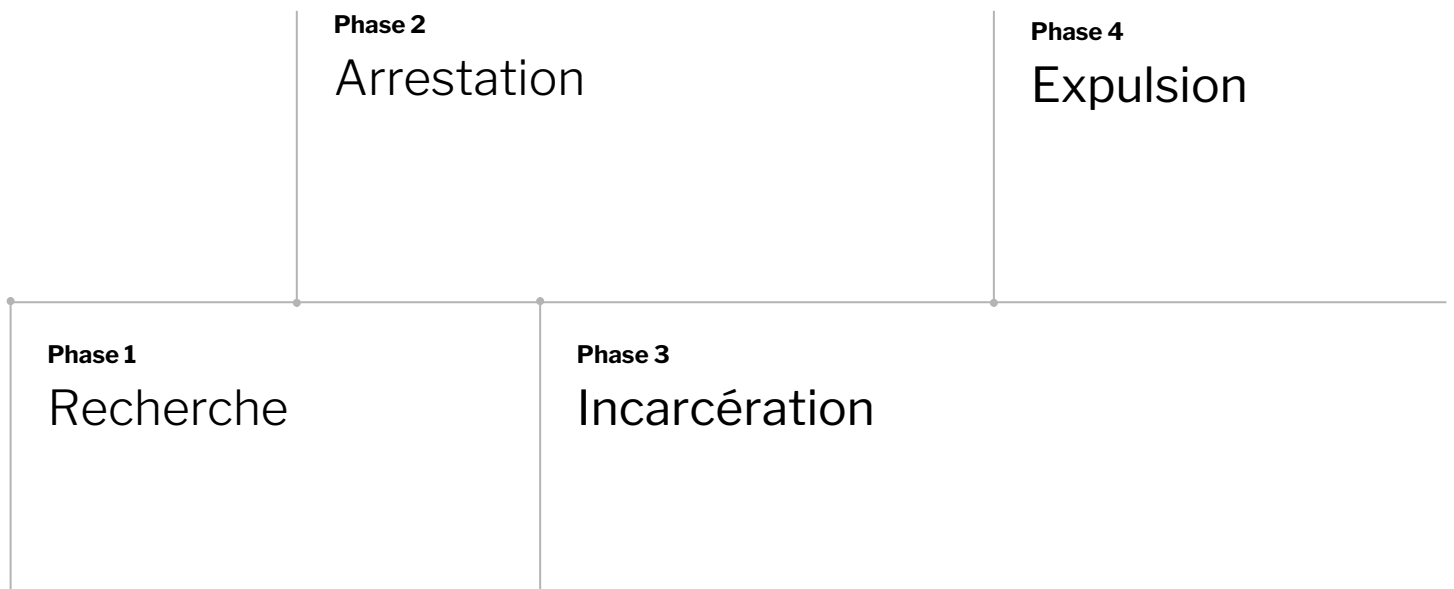
Les tribunaux ont mis fin à des abus particulièrement flagrants, comme la tentative d'expulser des enfants non accompagnés vers le Guatemala. Dans de nombreuses régions, les forces de l'ordre locales ont renforcé leur coopération avec les agences fédérales chargées de l'application des lois sur l'immigration, parfois avec des conséquences désastreuses.

Certaines mesures d'application de la législation sur l'immigration ont été accompagnées du déploiement de la Garde nationale et ont suscité des protestations généralisées. À Los Angeles et à Chicago, les interventions des forces de l'ordre ont violé les droits à la liberté d'expression et de réunion et ont donné lieu à un usage excessif et, dans de nombreux cas, totalement injustifié de la force. »

# Une chaîne de soutien de la surveillance & de la déportation

## Immigration and Customs Enforcement (ICE)

La chaîne de soutien actuelle de la répression et de la déportation aux États-Unis va de la surveillance, identification et arrestation lors d'opérations menées par des escouades équipées de systèmes de communication AT&T ou CACI International et d'applications de traque numérique Palantir, jusqu'aux déportations via des vols charters de CSI Aviation ou GlobalX, en passant par la détention dans un centre géant de GEO Group ou CoreCivic.



Les principaux contrats (en montant USD) conclus depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump par le Department of Homeland Security (DHS) pour le compte de ICE avec des entreprises cotées en bourse impliquent notamment :

**Palantir**  
**AT&T**  
**Geo Group**  
**CoreCivic**  
**CACI International**

## Palantir

Fondée par le libertarien technoféodaliste Peter Thiel et par l'ancien progressiste devenu "fier soutien" des opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza Alex Karp, Palantir a obtenu en septembre 2022 un contrat fédéral de 139 millions USD sur un peu moins de quatre ans pour soutenir les recherches des forces de ICE et un total de 81,1 millions en 2025 ([USA Spending, 2026 / Financial Times, jan. 2026](#) / [CNSBC, mars 2024](#)). Sa direction poursuit un objectif ouvertement idéologique, considérant qu'elle doit contribuer à la domination globale de "l'Ouest" ([Washington Post, jan. 2026](#)).

Elle collabore avec le DHS depuis le début des années 2010, ayant développé consécutivement l'application FALCON Search and Analysis, outil pour "stocker, rechercher, analyser et visualiser des volumes d'informations existantes afin de soutenir la mission de ICE" (DHS, Privacy Impact Assessment, 2016 cité par [Empower LLC, oct 2018](#)).

Palantir a plus récemment mis en place, la base de données Immigration OS (pour Immigration Lifecycle Operating System) ([New York Times, jan. 2026](#)). Fruit d'un contrat public attribué sans mise en concurrence ([Washington Post, déc. 2025](#)), Immigration OS puise dans les réseaux sociaux, les traces fournies par des applications commerciales mais aussi les données de plusieurs administrations et programmes gouvernementaux. C'est le cas de Medicaid et du U.S. Internal Revenue Service (IRS). Elles peuvent ainsi servir à localiser en temps réel les migrant·e·s ou les opposant·e·s à contraindre ([EFF, jan. 2026 / The American Prospect, août 2025](#)). Sur cette base, Palantir a mis au point l'application ELITE, un outil cartographique utilisant l'Intelligence Artificielle. Il permet aux forces de ICE de visualiser des "cibles potentielles" et de choisir les quartiers les plus propices pour les rafles ([Media 404, jan. 2026 & The Chosun, jan. 2026](#)).

Peter Thiel est un allié déclaré et de longue date de Donald Trump. Il est tout particulièrement proche de son vice-président JD Vance, ancien employé de sa firme Mithril Capital, et dont il a soutenu la campagne aux élections sénatoriales de 2022 à hauteur de 15 millions USD ([The Conversation, juillet 2025](#)). Enfin, Palantir a récemment décidé de poursuivre en justice le média suisse Die Republik pour un article signé avec le collectif d'investigation WAV abordant le contenu de l'évaluation de ses services et produits par l'armée suisse. Cette dernière estimait le lien de Palantir avec le Pentagone beaucoup trop déterminant pour qu'il soit suffisamment sur de contracter avec elle ([Die Republik, fév. 2026](#)).

## Geo Group

Multinationale dont le siège est situé à Boca Raton dans le comté de Palm Beach en Floride. Elle est l'une des plus grandes entreprises de gestion de complexes carcéraux privés au monde. Elle construit et gère des établissements pénitenciers et centres de détention pour migrant·e·s et des services de surveillance électroniques. Elle s'est vu attribuer 800 millions en contrats par le DHS pour le compte de ICE l'année dernière ([The Financial Times, jan. 2026](#)).

Sa filiale BI Incorporated a tout récemment obtenu un contrat de 121 millions USD sur deux ans de la part de ICE pour traquer via "toutes les technologies disponibles" les migrant·e·s que l'agence n'aura pas pu interpeler ([Geo Group, déc. 2025 / The Intercept, déc. 2025](#)).

Geo Group a officiellement dépensé près d'1,4 million USD l'année dernière en lobbying à Washington en vue d'influencer les décideurs au sujet de la chaîne pénale ([Open Secret, jan. 2026](#)).

Elle emploie depuis peu Checkmate Government Relations, la firme d'un proche de Donald Trump Jr., Ches McDowell ([Notus, jan. 2026](#)). Tom Homan ex directeur de ICE, présenté par Donald Trump comme le "Tsar des frontières", a effectué des activités rémunérées de consultant pour la firme ([The Intercept, juil. 2025](#)). Enfin, Geo Group a recruté à plusieurs reprises d'anciens hauts cadres de ICE en leur confiant des postes à responsabilité ([Project On Government Oversight, jan. 2025](#)).

# Prestataires Clefs (1)

# Prestataires Clefs (2)

## CoreCivic

Autre géante de la détention privée, concurrente de GEO Group, CoreCivic est réputée tirer un tiers de ses revenus de ses contrats avec ICE ([Financial Times, juillet 2025](#)). Le Department of Homeland Security (DHS) a attribué à l'entreprise basée au Tennessee, un contrat de près de 300 millions en 2025. La même année, le groupe a officiellement alloué près de 2 millions aux activités de lobbying auprès des autorités fédérales ([Open Secret, janv. 2026](#)).

La firme est, comme sa principale concurrente, accusée de faire dormir des détenue-s à même le sol, de ne pas leur accorder de soins médicaux suffisants et d'empêcher par moment et par endroit l'accès aux familles et avocate-s ([ABC7, janv. 2026](#) / [Financial Times, juillet 2025](#) / [ACLU Louisiana, août, 2024](#)). CoreCivic tire profit de la culture de l'impunité qui entoure la "gestion des migrant-e-s" aux USA. Le Washington Post vient ainsi de révéler que la compagnie a conclu 2020 un protocole d'accord avec les services de police du comté de San Diego lui conférant l'autorité pour mener l'enquête au sujet de viols et d'abus sexuels dénoncés à Otay Mesa, le vaste complexe de détention pour immigrant-e-s que la firme administre ; sans pour autant qu'aucune investigation n'ait été menée ([Washington Post, mars 2026](#)).

## AT&T

La multinationale de Dallas AT&T a obtenu en 2021 du Département de la Sécurité Intérieure un contrat de 90 millions USD, sur un peu moins de quatre ans, pour équiper ICE en systèmes informatiques et de communication, notamment pour des tâches d'analyse de données et de soutien. Si ce contrat était prolongé, l'administration fédérale envisage qu'il puisse aller jusqu'à 165,2 millions USD ([USA Spending, 2026](#)).

En mars puis en septembre 2024 la firme texane - qui prétend dans ses spots publicitaires "construire ce qui compte" - a signé un contrat de 146 millions sur dix ans avec le DHS pour l'équiper en systèmes de télécommunication d'urgence et d'appels prioritaires ([AT&T, sept. 2024](#)). AT&T a officiellement dépensé 10,3 millions en lobbying durant l'année 2025 ([Open Secrets, 2026](#)).

## CACI International

Basée à Arlington dans l'état de Virginie, la holding de sécurité militaire privée et de technologie de l'information CACI International cumule 70 millions de contrats avec ICE depuis début 2025. En septembre 2022, elle a signé un contrat de plus de 130 millions de dollars avec le DHS pour fournir à ICE des services de maintenance et de communication tactique ([CACI International, sept. 2022](#)). Elle est également prestataire de la NSA et obtenu en avril 2026 un contrat de 287 millions pour moderniser le système de gestion des ressources humaines de l'US Army ([Fedscoop, jan 2023](#) & [CACI International, avril 2026](#)).

CACI - pour Centre d'Analyses Consolidées Inc. - a cependant de graves antécédents. À l'issue de 16 ans de procédure et vingt tentatives d'abandon des poursuites, le groupe a été condamné par un jury fédéral états-unien en octobre 2024 pour des actes de tortures répétés commis en Irak dans la prison d'Abu Grahb aux côtés des forces invasion états-uniennes. Le jugement a été confirmé en appel en mars 2026 ([HRW, nov. 2024](#) & [Center for Constitutional Rights, 2026](#)).

Le Memorandum of Understanding qui lie l'IRS et ICE et installe le partage d'informations au profit de l'agence de déportation a entraîné la démission de la commissionnaire par interim de l'IRS Melanie Krause, pourtant nommée par Donald Trump ([New York Times, avril 2025](#)).



# Objectifs surveillance & déportation de très grande ampleur

**Objectifs  
quantitatifs  
démésurés,  
budget sans  
précédent et  
résultats basés  
sur la peur des  
représailles chez  
les citoyen·nes  
et le taux de  
départ des  
détenu·e·s  
conditionnent les  
contrats de  
prestation**

Le DHS poursuit l'objectif fixé par Donald Trump de déportation de 1 million de personnes par an. Totalisant actuellement environ 68 000 personnes en détention (dont 85% dans des structures privées, [University of Syracuse, fév. 2025](#)), le Département vise la création de 80 000 lits de détention supplémentaires ; contre environ 40 000 annoncés début 2025. Sur les 68 000 détenus à la fin de l'année 2025, 73% n'avaient pas de passé criminel ([Cato, nov. 2025](#)).

Les moyens massifs alloués à la politique de déportation font les affaires des géantes de la surveillance numérique, de la logistique et de la détention privée. Les dirigeants de Geo Groups et de CoreCivic ont salué le moment "Trump II" comme étant "sans précédent" pour le développement de leurs firmes ([Notus, août 2025](#)). Répondant au très vif besoin exprimé par l'administration en poste à Washington, une capacité supplémentaire de 18 000 nouveaux lits va être déployée par GEO Groups et de 28 000 par CoreCivic ([The Intercept, juil. 2025](#)).

Selon les instructions de Todd Lyons directeur de ICE, le travail des deux géantes de la détention privée appliqué aux migrant·e·s raflé·e·s a pour finalité de les obliger à signer un contrat de départ des États-Unis et de "remplir les avions" ([Financial Times, juil. 2025](#)) ; ceci explique en partie les nombreux témoignages de déporté·e·s attestant des conditions de détention inhumaines qu'elles et ils ont vécu·e·s dans les centres Geo Group et CoreCivic ([Financial Times, juil. 2025](#)).

**85% des migrant·e·s  
femmes, hommes et  
enfants incarcéré·e·s  
par ICE le sont dans  
des centres de  
détention privés**



"Le déploiement par l'administration Trump des systèmes d'IA [Babel Street et Palantir] dans le contexte d'un programme de déportation massive et de répression des expressions anti-génocide a conduit à une série de violations des droits humains. Cela comprend une série de détentions illégales et de déportations massives, créant un climat de peur et exacerbant "l'effet paralysant" pour les communautés de migrant·e·s et les étudiant·e·s dans les écoles et les campus."

[Amnesty International, Ringing the Alarm Bell, jan. 2026](#)

# Des Investisseurs Suisses de premier plan

UBS AG est un actionnaire conséquent de **GeoGroup** possédant 54,37 millions USD en action de la firme, soit près de 2,7 % de ses parts, derrière un gestionnaire d'actif comme Vanguard mais devant sa concurrente état-unienne Morgan Stanley (35,45 millions, [fév. 2026](#)). UBS Asset Management a placé de 2,97 millions USD dans **Corecivic** ([fév. 2026](#)).

La Banque Nationale Suisse a investi 4,50 millions USD dans GeoGroup ([fév. 2026](#)). La Banque Cantonale de Zurich (ZKB) et Pictet participent eux aussi à l'actionnariat des deux firmes de détention privée: cumulant 0,9 million pour la ZKB et 0,57 million USD pour Pictet AM ([jan. 2026](#)).

UBS Asset Management détient 2 milliards 827 millions dans **Palantir**. La BNS: 1.108,47 millions ([fév. 2026](#)); ZKB: 135.81 millions ([jan. 2026](#)); Swiss Life AM: 123,937 millions USD ([fév. 2026](#)); Zurich Insurance: 102.72 millions USD ([fév. 2026](#)); Lombard Odier: 18.23 millions USD ([fév. 2026](#)); Pictet AM Sa et Pictet AM Holding Sa: 219,76 USD ([jan. 2026](#)) + 9.70 USD ([août 2023](#)); Julius Baer: 46,06 millions ([fév. 2026](#)); BCV: 6,23 millions ([fév. 2026](#)); Raiffeisen Bank 22,08 ([fév. 2026](#)). UBS totalise 1 milliard 251 millions ([fév. 2026](#)) + 570.08 millions ([jan. 2026](#)) dans **AT&T** ([fév. 2026](#)); la BNS: 486,72 millions ([fév. 2026](#)); ZKB: 122,16 millions ([jan. 2026](#)); Zurich Insurance: 3,13 millions ([fév. 2026](#)); Swiss Life AM: 36.17 millions ([fév. 2026](#)); Pictet totalise: 82,84 ([jan. 2026](#)) + 50,34 millions USD ([août 2023](#)); Lombard Odier AM: 5,38 millions ([fév. 2026](#)); Julius Baer: 17,55 millions ([fév. 2026](#)); BCV, 5,67 millions ([fév. 2026](#)); Raiffeisen Bank International AG: 28,63 millions ([fév. 2026](#)). Le groupe UBS détient un total 81,6 millions dans **CACI International** ([fév. 2026](#) & [jan 2026](#)); la BNS 23,1 ([fév. 2026](#)); la ZKB 4,46 ([jan. 2026](#)); Pictet AM 1,68 ([jan. 2026](#)); Swiss Life AM 0,82 ([fév. 2026](#)); la BCV 2,72 millions ([fév. 2026](#)).

**La répression des « ennemis de l'intérieur » et des migrant-e-s par ICE et ses prestataires prend appui sur des investisseurs institutionnels, dont font partie UBS, la BNS, la Banque Cantonale de Zurich (ZKB), Swiss Life, Zurich Insurance, le groupe Pictet, Lombard Odier, les banques Julius Baer et Raiffeisen et la Banque Cantonale Vaudoise (BCV)**



Tableau financier détaillé page 10

# Tableau d'investissement

<b>Palantir</b>	<b>Valeur (USD mn \$)</b>	<b>AT&amp;T</b>	<b>Valeur (USD mn \$)</b>
Banque Nationale Suisse	1.108,47	Banque Nationale Suisse	486,72
UBS AG & AM	2.827,45	UBS AG & AM	1.821,08
Lombard Odier AM	18,23	Lombard Odier AM	5,38
Zurich Insurance Group	102,72	Zurich Insurance Group	3,13
Swiss Life AM	123,93	Swiss Life AM	36,17
Pictet AM Holding Sa & AM Sa	229,76	Pictet AM Holding Sa & AM Sa	82,84
ZKB	135,81	ZKB	122,16
Julius Baer	46,07	Julius Baer	17,55
BCV	6,23	BCV	5,67
Raiffeisen Bank International	22,09	Raiffeisen Bank International	28,63
<b>Geo Group</b>	<b>Valeur (USD mn \$)</b>	<b>CoreCivic</b>	<b>Valeur (USD mn \$)</b>
Banque Nationale Suisse	4,50	Banque Nationale Suisse	soldé en 2025
UBS AG	54,37	UBS AG & AM	2,97
Lombard Odier AM	0	Lombard Odier AM	0
Zurich Insurance Group	0	Zurich Insurance Group	0
Swiss Life AM	0	Swiss Life AM	0
Pictet	0,32	Pictet	0,25
ZKB	0,42	ZKB	0,48
Julius Baer	0	Julius Baer	0
BCV	0	BCV	0
Raiffeisen Bank International	0	Raiffeisen Bank International	0
<b>CACI International</b>	<b>Valeur (USD mn \$)</b>		
Banque Nationale Suisse	23,10		
UBS AG & AM	81,61		
Lombard Odier AM	0		
Zurich Insurance Group	0		
Swiss Life AM	0,82		
Pictet	1,68		
ZKB	4,46		
Julius Baer	0		
BCV	2,72		
Raiffeisen Bank International	0		



# Analyse: human-rights washing

## Banque Nationale Suisse

Bien que la Banque Nationale Suisse ne communique pas sur ses investissements qu'elle ne publie pas non plus, l'institution s'est donnée comme ligne directrice de ne pas investir dans des "entreprises qui violent massivement des droits humains fondamentaux, qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement" (BNS, 2025). Elle est présente dans trois des quatre entreprises signalées pour une valeur cumulée de près de 1 milliard 800 millions USD. Elle s'est séparée de sa prise de position d'une valeur de 4,7 millions USD dans CoreCivic au premier trimestre 2025.

En 2024, Le point de contact national (PCN) suisse auprès de l'OCDE a instruit une plainte déposée par trois associations dont l'ONG BankTrack reprochant à UBS et la BNS l'irrespect de lignes directrices OCDE du fait de leurs investissements dans GeoGroup et CoreCivic ; entreprises responsables de multiples atteintes aux droits humains (SECO, août 2024).

UBS a refusé de participer à la médiation et au dialogue confidentiel qui lui était proposé, en considérant notamment qu' "il n'existe aucun lien direct entre ses services et les violations présumées des droits de l'homme, en particulier dans des contextes d'investissement passif" et en doutant de la "bonne foi" de celles et ceux qui les mettaient en cause (SECO, oct. 2025).

## UBS

UBS affirme être "engagé pour respecter les droits humains" dont "au minimum ceux de la déclaration internationale des droits de l'homme". Le groupe s'appuie sur une déclaration Droits Humains et situe le UN Human Global Compact comme un "engagement clé". UBS prétend appliquer "un cadre stratégique en matière de durabilité et de risques climatiques à toutes [ses] activités pertinentes et dans tous les secteurs. Cela [l']aide à identifier et à gérer les impacts négatifs potentiels sur le climat, la nature, l'environnement et les droits humains, ainsi que les risques associés qui affectent [ses] clients et [elle]-même". Sur cette base, la banque liste "certaines activités controversées" dans lesquelles elle ne s' "engag[e] pas" ou [s'engage] uniquement sous réserve de critères stricts" (UBS, Human Rights Statement, 2025).

Le PCN a formulé 3 recommandations: (1) Inclure les investissements passifs dans l'évaluation globale des risques et examiner ses investissements passifs existants afin de vérifier leur compatibilité avec les Principes directeurs de l'OCDE ; (2) Renforcer son engagement auprès des fournisseurs d'indices et leur faire part de ses attentes en matière de droits humains (3) Plaider en faveur d'une clarification des obligations en matière d'éthique commerciale responsable concernant les investissements passifs, dans le cadre d'une approche multipartite. (BankTrack, oct. 2025)

Le total de 4,2 milliards qu'a investi, et/ou que gère UBS pour le compte de ses clients, dans les quatre prestataires majeurs de ICE que sont Geo Group, CoreCivic, AT&T, CACI international et Palantir donnent un relief particulier à la prise de position de son CEO Sergio Ermotti à Davos cette année. Ce dernier affirmant sur le plateau de Bloomberg qu'il est "impossible de se diversifier en dehors des États-Unis" (Bloomberg, jan. 2026). Les prises de participation d'UBS s'ajoutent à son choix d'alimenter les majors pétro-gazières déterminantes dans la politique de "Domination Énergétique" menée par Donald Trump, comme Exxon et Chevron (Le Courrier, déc. 2025). Elles accentuent enfin le schéma de risques réputationnels caractérisant aujourd'hui le groupe bancaire (BreakFree Suisse, Réponse au Conseil Fédéral Suisse, jan. 2026).

En ce qui concerne la BNS, le PCN a considéré que ses investissements de n'étaient "pas utilisés à des fins commerciales, car l'objectif général de la BNS est d'intérêt public". Ils ne relèvent donc pas, d'après lui, du champ d'application des lignes directrices de l'OCDE (SECO, août 2024). Ceci dit, la question de l'intérêt public est déterminante dans le cas de la BNS. Son mandat définit par l'article 99 de la constitution suisse dispose que la banque se doit de "mene[r] une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays" (Conclusion p. 13).

# Analyse: human-rights washing

## Lombard Odier

La banque genevoise annonce intégrer dans ses choix “les risques liés au développement durable”. Leur prise en compte serait “essentielle au processus de prise de décision en matière d’investissement”, intégrant les atteintes aux droits humains, “dans la conception, la sélection, la promotion et la distribution de [ses] produits et services financiers”. Ses politiques prohibent les conseils et les investissements “dans les cas constituant des violations graves des principes du Pacte mondial des Nations Unies”. Elles sont appuyées sur “une carte thermique de matérialité ESG” ciblant les “risques en aval liés à l’impact négatif potentiel des produits et des services vendus” ([Lombard Odier, SFDR, 2026](#)). Le groupe bancaire a pris en février 2024 des engagements devant le point de contact Suisse OCDE, dont le fait que “la collusion entre le secteur privé et le gouvernement visant à faciliter ou à restreindre les libertés fondamentales n’est jamais acceptable.” et que “La communauté des investisseurs ne devrait pas adopter une attitude passive lorsque des questions relatives aux violations des droits de l’Homme sont soulevées.” ([NCP of Switzerland, Final Statement, fév. 2024](#)).

## Swiss Life

Le groupe a signé le UN Global Compact. Via ses activités de gestionnaire d’actifs, il dit pratiquer une “Surveillance ESG continue : identification des actifs présentant une violation grave ou systématique des normes définies, impliqués dans des controverses graves ou affichant une performance ESG globale faible.” Swiss Life AM entend de plus “restreindre les investissements dans les actifs associés à de graves violations des droits humains et “s’aligner sur les meilleures pratiques de l’industrie” ([Swiss Life, Declaration of Respect for Human Rights, 2021](#)).

## Pictet

Le groupe arbore une déclaration Droits Humains. Cette dernière indique que l’investisseur “aborde les thèmes liés à l’engagement en matière de droits de l’homme lorsqu’ils sont importants et soutient les résolutions liées aux droits de l’homme lorsqu’elles sont pertinentes.” ([Pictet, jan. 2025](#)). Dans sa Politique d’Investissement Responsable, le groupe affirme prendre en compte “les impacts négatifs des investissements potentiels sur la société” et les “risques sociaux” liés par exemple aux atteintes aux droits humains ([Pictet, nov. 2025](#)).

## Zurich Insurance

Investisseur important, Zurich indique dans ses prises de positions droits humains que “Conformément à son objectif de “créer ensemble un avenir meilleur”, Zurich aspire à être l’une des entreprises les plus responsables et les plus influentes au monde.” Le groupe indique: “respecter la protection des droits humains internationaux dans notre sphère d’influence et nous nous efforcerons d’éviter toute complicité dans des violations des droits humains”, Dans un récent rapport, nous signalons l’exposition de Zurich aux firmes dont les activités contribuent à une destruction importante de l’environnement et à des violations des droits humains, dont le génocide perpétré à Gaza ([BreakFree Suisse, jan. 2026](#)).

## Raiffeisen

Le groupe international est signataire du UN Global Compact s’engageant à “souten[ir] et respect[er] la protection des droits humains internationaux dans [sa] sphère d’influence.” et en “veill[ant] à ne pas être complices de violations des droits humains.” ([Raiffeisen, 2025](#)).

## Banque Cantonale de Zurich (ZKB)

Au titre de sa politique de soutenabilité, la banque cantonale annonce que dans sa “sphère d’influence, [elle] respect[e] et sout[ient] les mesures visant à faire respecter les droits de l’homme internationalement applicables tels que définis par les Nations unies, notamment les droits à la vie, à la liberté, à la sécurité, à des conditions de travail équitables, à l’égalité des chances et aux droits des enfants.” ([Zürcher Kantonal Bank, Sustainability Report, 2024](#))

## Banque Cantonale Vaudoise (BCV)

Dans sa Politique de Durabilité 2025, la BCV affirme ne pas financer les “sociétés qui violent les droits humains internationalement reconnus” tels qu’énoncés dans la Charte Internationale des Droits de l’Homme ([BCV, 2025](#)).

## Julius Baer

Le banque affirme “respect[er] et souten[ir] les droits de l’homme conformément aux normes internationalement reconnues, y compris les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme.” et considérer “la gestion responsable du patrimoine et la citoyenneté responsable.” comme ses “piliers stratégiques.” ([Julius Baer, Code of Ethics and Business Conduct, jan. 2026](#))

# Conclusion

Le groupe UBS, la Banque Nationale Suisse, la Banque Cantonale de Zurich, le groupe Pictet, le groupe Lombard Odier, Swiss Re et Zurich Insurance, les banques Julius Baer et Raiffeisen et la Banque Cantonale Vaudoise tirent profit par leurs investissements et se rendent complices par leur silence et leur passivité des stratégies des entreprises prestataires “alliées et avantages” de ICE que sont Palantir, AT&T, GeoGroup, CoreCivic et CACI International.

Ces institutions financières ont, à ce titre, une part de responsabilité dans la prolongation des abus commis par le système de répression et dans la “mise en chaos global” qu’il alimente au dépend des intérêts du peuple suisse. Elle est accentuée par le peu de cas qu’elles font de leurs propres engagements en matière de responsabilité sociale, de respect des droits humains et des avantages qu’elles tirent du libéralisme politique Suisse.

**Tant que perdurera la participation de leaders de la finance suisse dans les structures actionnariales de prestataires majeurs du système de surveillance, de déportation et de répression ICE déployé aux USA, comment croire que Donald Trump cessera de brutaliser les régimes libéraux et de saper les normes fondamentales internationales sur lesquelles la Confédération adosse en grande partie son vivre-ensemble et son bien-être ?**

**Plus d’informations**  
[breakfreesuisse.org/](https://breakfreesuisse.org/)



**BREAKFREE**  
*Swisse*